

La Fondation Jean-Jaurès juge sévèrement le déni de la gauche française en matière d'immigration

Article rédigé par *Fdesouche*, le 13 janvier 2023

Source [Fdesouche] : Une note de la Fondation Jean-Jaurès, un “Think Tank progressiste”, intitulée “Ambitieux sur les retraites, ferme sur l’immigration : le modèle social-démocrate danois (2016-2022)” décortique le virage de la gauche danoise... et juge sévèrement le déni de la gauche française sur ce sujet. .

Et si la gauche française avait perdu le soutien massif des classes populaires à cause de son absence de doctrine sur les questions d’immigration ? La thèse n’a rien d’original – tout cela est même parfaitement documenté sondage après sondage –, mais il est rare que cette réalité soit admise ou même débattue au sein de la gauche...

En effet, accepter cet état de fait, c’est briser un tabou qui oblige à s’engager sur la voie de la rénovation programmatique et à courir le risque de se retrouver mis au ban de sa propre famille politique. [...]

[Le Point](#)

[Texte intégrale de la note](#)

Alors que la France ouvre un débat sur la réforme des retraites, des pays européens font des choix différents et, parmi eux, le Danemark. Renaud Large analyse la manière dont les sociaux-démocrates danois ont fait de la préservation de l’État providence le corollaire de positions fermes sur l’immigration, une spécificité par rapport aux autres gauches européennes.

« *J’suis pas inscrit sur la mappemonde / [...] Y a pas d’pays / Si tu le veux / Prends le mien / Que Paris est beau quand chantent les oiseaux / Que Paris est laid quand il se croit français*1 » : en 2000, le groupe de rock alternatif Les têtes raides chante aux côtés de Noir Désir un hymne en faveur de l’accueil inconditionnel des immigrés, quelques années après l’occupation de l’église Saint-Bernard par des « sans-papiers ». La chanson symbolise la pensée de gauche depuis plusieurs décennies. Les entraves à la liberté de circulation des hommes, particulièrement ceux qui vivent dans un pays pauvre, sont vécues comme autant d’entailles au contrat humaniste français. Le 2 décembre 2022, le député « insoumis » Louis Boyard interpelle le ministre de l’Intérieur sur Twitter sur la situation inhumaine de 342 migrants mineurs vivant sous un pont à Ivry-sur-Seine. À gauche, on juge que le contrôle des frontières, surtout s’il vise à réduire les flux de population entrant illégalement dans l’Hexagone, est le cache-sexe du nationalisme et de la xénophobie. La présidente du groupe « insoumis » à l’Assemblée nationale, Mathilde Panot, explique en réagissant à l’accueil du navire Ocean Viking transportant des migrants : « Chaque fois qu’un sujet dur en matière de politique intérieure [émerge], vous avez l’extrême droite, aidée par le porte-flingue d’Emmanuel Macron sur les terres d’extrême droite, Monsieur Darmanin, qui ne cesse d’agiter la peur2. » On peut comprendre cet état d’esprit. Après vingt ans de matraquage et de montée en puissance de l’extrême droite sur le thème de

l'immigration, le sujet devient radioactif pour toute personne qui lutte avec sincérité contre la peste brune. À gauche, on continue donc de marteler que l'accueil inconditionnel des sans-papiers constitue la seule politique humaniste envisageable. En novembre 2021, face au blocage de migrants à l'Est, la future députée EE-LV Sandrine Rousseau estime qu'« il faut les accueillir, ce sont nos valeurs européennes³ ». D'autres préfèrent garder le silence sur le fait migratoire, de peur de déclencher une polémique mortifère pour son propre camp. L'ancien ministre de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique et candidat à la présidentielle Arnaud Montebourg avait fait les frais de ce débat miné à gauche en novembre 2021. Invité sur la radio RTL, il indique vouloir « bloquer temporairement les transferts d'argent (des) particuliers vers les pays qui ne coopèrent pas avec la France pour faire appliquer les obligations de quitter le territoire français⁴ ». Avec cette proposition « Western Union », le candidat a essuyé des critiques quasi unanimes de la part des responsables politiques de gauche.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

13/01/2023 01:00